

Iran : Un nouveau Président, Et la situation des travailleurs... ?

La structure de la République Islamique d'Iran est ainsi faite que tous les quatre ans, les vraies maîtres du Pays, les régnants non élus par le peuple, désignent un échantillon de leurs représentants et ensuite appellent la population à voter pour l'un d'entre eux. L'histoire politique récente nous montre que même dans ces élections, les votes du peuple ne sont pas respectés. On n'a pas oublié qu'en 2009, le pouvoir, après avoir réprimé sauvagement les électeurs et a désigné, dans ce qui été une mascarade électorale, Ahmadinejad comme président.

Les politiques menées par Ahmadinejad, l'exécuteur de la ligne de l'Ayatollah Khamenei et proche des forces militaro-sécuritaires, dans les domaines aussi différents que l'économie, le nucléaire ou la politique étrangère, ont causé des dommages non estimables. Cela a mené l'Iran, sous le poids des sanctions de plus en plus contraignantes des Etats Unis et de ses alliés, au bord d'une faillite de grande envergure. La crise issue de cette situation a persuadé une partie du pouvoir islamique de céder dans certains domaines. La marche arrière sur certains dossiers (dont celui du nucléaire) rend possible les compromis pour empêcher l'éclatement interne du régime.

Mollah Hassan Rohani, diplomate avéré et ancien premier secrétaire du « Conseil National de la Sécurité » a réuni l'approbation des hauts responsables du régime pour remplacer Ahmadinejad et reprendre les pourparlers avec les occidentaux. Sous les effets de la propagande, il a attiré l'attention d'une partie des gens qui espéraient la fin des sanctions et qui souhaitent en finir avec la situation créée à leurs yeux par le seul Ahmadinejad.

Personne n'ignore les différences entre Rohani et son prédécesseur, mais attendre des changements profonds des conditions de vie de la population sous sa présidence, n'est pas de rationnelles.

Ni l'idéologie, ni le programme du Président Rohani ne permettent de réaliser les revendications juste : comme mettre ceux de d'obtenir la fin de l'apartheid sexiste, la liberté et l'égalité des droits pour les femmes, la liberté d'association et d'organisation, la liberté de la grève, la liberté d'expression, l'arrêt de la censure, le respect des droits civiques et individuelles, l'abolition des discriminations contre les minorité religieux-confessionnelle...D'ailleurs, la nature et la structure du pouvoir politico-économique en Iran ne permettent pas non plus, les changements nécessaires. Il ne pourra pas franchir les lignes rouges du régime islamique.

Il est probable que Hassan Rohani puisse obtenir, après des concessions diplomatiques dans les domaines du nucléaire et en s'appuyant sur les tactiques molles, la fin des sanctions ou au moins ses réductions, et puisse de prendre certaines décisions, mais il serait naïf d'attendre une amélioration réelle de la vie des femmes et des hommes iraniens, et en particulier des travailleurs.

Les travailleurs doivent par leurs luttes, exiger la réalisation des promesses de la campagne présidentielle et poursuivre leurs luttes pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Ils ne doivent laisser le pouvoir les pousser vers la passivité. On ne trouve aucun article concernant les revendications des travailleurs dans le programme de nouveau président et ses premiers pas ne donnent aucun espoir dans ces domaines.

Les travailleurs iraniens, dans la lutte pour obtenir la légalisation du syndicalisme, et obtenir la réalisation de leurs droits fondamentaux, peuvent seulement compter sur l'appui de leurs camarades de classe à travers le monde. Ils doivent faire pression sur le régime pour faire libérer les syndicalistes et militant ouvriers emprisonnés injustement. Ils sont conscients de leurs tâches et savent que le chemin est long et périlleux.

Dans ce numéro, vous pourrez lire les déclarations de certains leaders du mouvement ouvrier iranien. Ils parlent des revendications et des attentes des travailleurs d'Iran.

Plus que jamais, ils comptent sur la solidarité et le soutien international des travailleuses et travailleurs.